

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 27/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAGGIONI S.A.

GENLIS

Références : 2023-163
Code AIOT : 0005402421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement MAGGIONI S.A. implanté Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées. Elle intègre le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGGIONI S.A.
- Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005402421
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une sablière exploitée en eau, dont la remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation, prévoit le remblaiement jusqu'au terrain naturel avec des déchets inertes extérieurs.

A noter que la dénomination sociale de la société « L. MAGGIONI » est devenue « MAGGIONI » suite à une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 27/07/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite à mise en demeure
- Inspection inopinée
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'attention de l'exploitant est appelée sur les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Ces dispositions n'ont pas fait l'objet de la visite, cependant le déchargement vu lors de la visite n'a pas fait l'objet d'un contrôle visuel lors du déchargement du camion.

Il semblerait également qu'une modification des numéros de parcelles cadastrales soit intervenue depuis l'arrêté préfectoral complémentaire n°64 du 18 janvier 2022. Il est demandé à l'exploitant de confirmer ces éléments et de transmettre au préfet la mise à jour des références cadastrales des parcelles d'implantation de la carrière le cas échéant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Mise en demeure du 25/07/2022 | Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 1 | / | Amende, Astreinte | 19/05/23 |
| 4 | Périmètre d'éloignement | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Amende, Astreinte | 19/05/23 |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------|---|--|-------------------|
| 8 | Clôture et barrières | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4 | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|-------------------|
| 10 | Epaisseur d'extraction | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié | Susceptible de suites | Sans objet |
| 13 | Déchets admissibles : | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 2 | Bordereau de suivi | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 3 | Registre des déchets entrants | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 5 | Voies routières | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.5 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 6 | Technique de décapage | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 7 | Utilisation des matériaux alluvionnaires | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 9 | Plan d'évolution | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.4 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 11 | Piézomètres et eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.5.1 & 9.2.2.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 12 | Bilan quadriennal | Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.3.3 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure est levée sur les points suivants :

- article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, relatif au document préalable à la livraison de déchets inertes ;
- article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, relatif au registre des déchets entrants ;
- article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011, relatif à la distance d'éloignement de l'excavation par rapport à la RD109j ;
- article 2.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011, relatif à la hauteur de stockage de la terre végétale au niveau de la zone archéologique B ;
- article 2.2.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011, relatif au registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi.

L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure sur l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011, relatif à la distance des bords de l'excavation par rapport aux limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

2-4) Fiches de constats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise en demeure |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société L. MAGGIONI SA (SIREN 429 844 095), dont le siège social est situé à La Lisière – 21 560 Bressey-sur-Tille, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de Genlis : Article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé : « Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. » Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté Article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé : « III. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. » Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté Article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé : « Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ; » Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté Article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé : « Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 15 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit de la RD109j. » Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté Article 2.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé : « Le stockage des terres végétales ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation. » |

| |
|---|
| <p>Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Article 2.2.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé : « L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. »</p> <p>Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> |
| <p>Constats : La présente inspection vise notamment à faire le point sur la mise en demeure du 25/07/2022.</p> <p>Au vu des constats lors de la visite (cf. points de contrôle n°2 à 7), il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure sur l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 (cf. point de contrôle n°4) ; - la mise en demeure est levée sur les articles 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, 1.5.5, 2.2.3.1 et 2.2.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 (cf. points de contrôle n°2, 3, 5 à 7). |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Amende, Astreinte</p> |
| <p>Proposition de délais : 19/05/2023</p> |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2022 |
| Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. |
| Constats : Lors de l'inspection de 2021, il a été constaté que la quantité de déchets apportés n'était pas toujours mentionnée sur les documents d'acceptation préalable. Interrogé dans le cadre de l'inspection de 2022, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse au constat de 2021, et notamment les actions correctives engagées pour que la quantité de déchets apportés soit systématiquement indiquée sur les documents d'acceptation préalable. Par courriel du 13/09/2022, l'exploitant a transmis un exemple de document d'acceptation préalable mis en place, sur lequel une case dédiée à la quantité de déchets concernées est prévue. Lors de l'inspection du 23/03/2023, un déchargement de déchets inertes a été constaté. Selon le chauffeur du camion, les déchets provenaient d'un chantier situé à Arc-sur-Tille. Le document d'acceptation préalable n'étant pas disponible sur site, il a été transmis à l'inspection postérieurement à la visite. La quantité de déchets est mentionnée sur le document, elle l'est toutefois en volume (1 000 m ³) et non en poids comme le prévoit l'arrêté ministériel. Au vu de ces éléments, il peut être considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 25/07/2022 sur ce point. |
| Observations : Il est rappelé à l'exploitant que les quantités figurant dans le document d'acceptation préalable sont à mentionner en tonnes et non en m ³ , à défaut, la densité des différents types de déchets est à mentionner. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Registre des déchets entrants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2022 |
| Prescription contrôlée : <p>III. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> |
| Constats : Lors de l'inspection de 2021, il a été constaté que la quantité de déchets apportés et les moyens de transport utilisés n'étaient pas toujours mentionnés sur le registre. |
| <p>Interrogé dans le cadre de l'inspection de 2022, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse au constat de 2021, et notamment les actions correctives engagées pour que la quantité de déchets apportés et les moyens de transport soit systématiquement indiqués dans le registre des déchets entrants.</p> <p>Une copie du registre des déchets entrants a été demandée à l'exploitant, mais non transmise.</p> <p>Par courriel du 13/09/2022, l'exploitant a transmis le registre des déchets entrants sur le début de l'année 2022.</p> <p>Par courriel du 30/03/2023, l'exploitant a transmis le registre des déchets entrants sur l'année 2022 et le début de l'année 2023. Ils font apparaître la quantité de déchets apportés et les moyens de transport utilisés pour l'ensemble des apports.</p> <p>Sur le registre des déchets entrants transmis le 30/03/2023, pour environ 1/3 du nombre d'apports (représentant environ 4 800 t sur un total d'environ 38 130 t apportés sur le site en 2022, et environ 6 900 t sur un total d'environ 18 000 t apportés sur le site jusque mi-février 2023), la zone de stockage n'était pas systématiquement renseignée sur les années 2022 et 2023, ce qui ne permettait pas de localiser les zones de stockage de ces déchets.</p> <p>Suite à un échange téléphonique avec l'exploitant le 13/04/2023, celui-ci a transmis à l'inspection, le 14/04/2023, les registres des déchets entrants de 2022 et 2023 complétés avec les zones de stockage pour la quasi-totalité des déchets acceptés.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Périmètre d'éloignement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'éloignement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2023 |
| Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. |
| Constats : Lors de la visite de 2022, il a été constaté que les bords de certaines zones extraites non remblayées étaient situées à moins de 10 m des limites d'autorisation au nord, le long des parcelles ZD62 et ZD91, et que le délaissé périphérique de 10 m n'avait pas non plus été respecté sur la partie exploitée le long des autres parties des parcelles ZD62 et ZD91, ni à l'angle sud-ouest, le long des parcelles ZD32 et ZD33. Lors de la visite du 23/03/2023 : - pour les plans d'eau situés au nord, le long des parcelles ZD62 et ZD91 (devenues ZN15 et ZN16), il est constaté que : * le plan d'eau situé à l'ouest de la ligne électrique a été remblayé, * le plan d'eau situé à l'est de la ligne électrique n'a pas été remblayé pour sa partie située le long de la limite du site. Il semble que le bord de cette zone extraite est à moins de 10 m des limites de l'autorisation, cependant il n'est pas possible de réaliser une mesure du fait de la présence d'un merlon le long de cette limite du site. NON CONFORMITÉ MAJEURE : La mise à jour du plan topographique du 28/02/2023, transmise par l'exploitant par courriel du 14/04/2023, fait apparaître que cette partie du plan d'eau est située à 9 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation (à savoir la parcelle ZN16 [exZD91]). Par courriel du 19/04/2023, après mesure des distances, l'exploitant a confirmé à l'inspection qu'il y a moins de 10 m entre le plan d'eau et les limites de la parcelle (il joint un plan faisant apparaître des distances de l'ordre de 8 m à 9 m). Il précise que la zone est en cours de remblaiement, et qu'une consigne a été passée aux opérateurs de remblayer une bande complète le long de la parcelle afin d'obtenir la distance réglementaire de 10 m. Il estime le délai nécessaire pour lever cette non-conformité majeure à 1 mois maximum. - il n'est pas constaté de nouveau plan d'eau situé à moins de 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. Au vu de ces éléments, il apparaît que l'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Amende, Astreinte |
| Proposition de délais : 19/05/2023 |

N° 5 : Voies routières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Voies routières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2023 |
| Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 15 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit de la RD109j. |
| Constats : Lors de la visite de 2022, il a été constaté que le bord de l'excavation n'était pas tenu à une distance horizontale d'au moins 15 m des limites du périmètre d'autorisation le long de la RD109j. Lors de la visite, il n'est plus constaté d'extraction à moins de 15 m des limites du périmètre d'autorisation le long de la RD109j, et la partie située à moins de 15 m a été remblayée. Il est par ailleurs constaté que l'exploitant a mis en place des poteaux pour marquer la distance de 15 m par rapport à la RD109j. La mesure de la distance entre le poteau situé à proximité du carrefour d'accès à la carrière, met en évidence une distance de l'ordre de 15 m. Au vu de ces éléments, il peut être considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 25/07/2022 sur ce point. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Technique de décapage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2022 |
| Prescription contrôlée : Le stockage des terres végétales ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation. |
| Constats : Lors de la visite de 2022, il a été constaté que la terre végétale était stockée sur une hauteur supérieure à 2 m (estimée de l'ordre de 3 m), notamment le stockage au niveau de la zone |

| |
|---|
| de vestiges archéologiques B. |
| Lors de la visite de 2023, il est constaté que le stockage de la terre végétale situé au niveau de la zone de vestiges archéologiques B n'a pas été modifié par rapport à la visite précédente. Il présente donc encore une hauteur supérieure à 2 m (estimée de l'ordre de 3 m). L'exploitant confirme ne pas avoir modifié ce stockage depuis la précédente visite. Il précise que cette terre végétale va être utilisée prochainement (sous 1 à 2 mois) pour la remise en état d'une zone proche au nord de la carrière. |
| Au cours des échanges avec l'exploitant après la visite, celui-ci a indiqué avoir engagé des travaux de scalpage du stock en vue d'abaisser sa hauteur. Par courriel du 19/04/2023, il confirme avoir réalisé les travaux et transmet des photographies montrant que le stock de terre végétale a été retravaillé, et mettant en évidence un abaissement de sa hauteur. |
| Au vu de ces éléments, il peut être considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 25/07/2022 sur ce point. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Utilisation des matériaux alluvionnaires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation des matériaux alluvionnaires |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2022 |
| Prescription contrôlée : 2.2.3.6.3 - L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. |
| Constats : Lors de la visite de 2022, il a été constaté que l'exploitant ne tenait pas le registre prévu par l'arrêté préfectoral, car ce sont ses propres camions qui assurent le transport directement sur son site. Par courriel du 13/09/2022, il a transmis à l'inspection le registre des matériaux extraits sur le site utilisés hebdomadairement, et l'emploi associé (uniquement de la fabrication de béton prêt à l'emploi ou des agglos). Par courriel du 30/03/2023, l'exploitant a transmis le registre des matériaux extraits sur le site utilisé hebdomadairement sur l'année 2022 et le début de l'année 2023. Au vu de ces éléments, il peut être considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 25/07/2022 sur ce point. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Clôture et barrières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Clôture et barrières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> |
| Constats : Les zones endommagées constatées lors de la visite de 2022 ont été réparées. |
| NON CONFORMITÉ : Lors de la visite, il est constaté que la clôture a vraisemblablement été découpée, puis un arbre est tombé au niveau de cette zone, l'endommageant encore plus et permettant un accès relativement facile sur le site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Plan d'évolution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'évolution |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,• Les positions des fronts,• Les cotes d'altitude des points significatifs,• Les zones remises en état,• Les installations fixes de toute nature (basculles, locaux, installations de traitement,...),• Les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• Les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p> |
| Constats : La mise à jour du 28/02/2023 du plan a été transmise par l'exploitant par courriel du 14/04/2023. Il fait désormais apparaître les éléments mentionnés ci-dessus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Epaisseur d'extraction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m.</p> <p>L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement.</p> <p>En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé.</p> |
| Constats : Lors de la visite de 2022, l'exploitant a indiqué qu'aucune bathymétrie n'était réalisée, ni aucun plan topographique. Le géomètre ne faisait qu'un relevé des zones remblayées, en eau, décapées, etc. |
| Il avait alors été indiqué à l'exploitant qu'à minima la zone en eau devait faire l'objet d'une bathymétrie et d'un relevé par le géomètre lors de son passage. Cela permettrait notamment de fiabiliser les estimations réalisées visuellement par l'opérateur. |
| NON CONFORMITÉ : La mise à jour du 28/02/2023 du plan a été transmise par l'exploitant par courriel du 14/04/2023. Il fait désormais apparaître le niveau d'eau des plans d'eau, mais pas la bathymétrie, ce qui ne permet pas de justifier les profondeurs atteintes. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Piézomètres et eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.5.1 & 9.2.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Article 2.1.5.1 Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. |
| Constats : Dans le cadre de la visite de 2022, l'exploitant a indiqué que les piézomètres abandonnés n'avaient pas été rebouchés, que cela se ferait dans les règles de l'art, après la moisson. Il avait donc été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs du rebouchage des piézomètres lorsque cela aura été réalisé. Par courriel du 30/03/2023, l'exploitant a transmis la version provisoire du rapport de synthèse annuelle 2022 de l'autosurveillance, précisant les modalités mises en œuvre pour le comblement des piézomètres Pz5b et PZ5c. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Bilan quadriennal

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans après le démarrage du remblaiement, un dossier faisant le bilan de l'auto-surveillance prévue à l'article 9.2.2. et 9.2.3.</p> <p>Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.</p> <p>Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.</p> |
| Constats : Lors de l'inspection de 2022, il a été demandé à l'exploitant d'intégrer le bilan de la surveillance des remblais, a minima sur les 4 années précédentes, dans le prochain bilan, afin de répondre complètement aux prescriptions relatives au bilan quadriennal. A défaut, un bilan quadriennal spécifique devrait être réalisé et transmis. |
| Par courriel du 30/03/2023, l'exploitant a transmis la version provisoire du rapport de synthèse annuelle 2022 de l'autosurveillance, intégrant le bilan de la surveillance des remblais depuis 2018. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles : |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblaiement des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes d'origine naturelle, non valorisable et non réutilisable sur leur lieu de provenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés) ; - Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe). |
| <p>Constats : Lors de la visite de 2022, il a été constaté que le plan de gestion des déchets traite du stockage de fines de lavage, alors qu'il n'y a pas d'installation de traitement sur le site. Il avait été demandé à l'exploitant de préciser à quels déchets ces fines de lavage correspondent.</p> <p>Par courriel du 13/09/2022, l'exploitant a transmis des éléments indiquant que les fines de lavage sont des déchets provenant de la centrale à béton qu'il exploite sur la commune de Bressey-sur-Tille. Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que les matériaux extraits sur le site sont lavés par les installations de traitement situées sur la centrale à béton qu'il exploite sur la commune de Bressey-sur-Tille, et que les fines de lavage sont ramenées sur la carrière et utilisées pour son remblaiement.</p> <p>Dans la mesure où ils sortent de l'emprise de la carrière, les fines de lavage sont à considérer comme des déchets provenant de l'extérieur.</p> <p>A noter que la demande d'autorisation n'indique pas explicitement que les fines de lavage des matériaux issus de la carrière sont ramenées sur le site pour son remblaiement, toutefois, l'étude d'impact hydrogéologique prend en compte l'utilisation de fines de lavage comme remblais.</p> <p>DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de justifier (notamment au-travers de la procédure d'acceptation préalable) que les fines ramenées sur le site correspondent uniquement aux fines de lavage des matériaux issus de la carrière de Genlis, que le lavage et le pressage ne contaminent pas les fines et qu'elles conservent leur caractère inerte. Il est également demandé à l'exploitant d'indiquer les modalités de traçabilité de ces fines.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |